NIGERIA

Attaque contre des installations pétrolières du groupe Shell

Des militants armés nigérians ont attaqué hier des installations pétrolières appartenant au groupe anglo-néerlandais Shell dans le sud du Nigeria, a affirmé une source sécuritaire.

L'attaque, qui n'a pas été revendiquée dans l'immédiat, a touché un puits et une station de traitement de pétrole de la région d'Ijaw, dans l'Etat de Bayelsa, a précisé cette source qui a refusé d'être identifiée.

Il n'était pas possible dans l'immédiat de joindre le groupe Shell dont les installations sont les cibles de plusieurs attaques au Nigeria ces derniers mois.

Fin avril, le Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger (MEND) avait affirmé avoir «mené avec succès le sabotage d'un important oléoduc situé sur la rivière Kula, dans l'Etat de Rivers, géré par le groupe anglo-néerlandais Shell Petroleum Development Company».

Ce groupe armé affirme se battre au nom des populations locales pour obtenir du pouvoir fédéral une meilleure répartition des milliards de pétrodollars produits par la région.

Shell est le premier producteur et exportateur de brut au Nigeria, avec environ 900 000 b/j sur une production nationale de 2,5 millions b/j.

En raison de l'insécurité dans la zone de production, le Nigeria, 8e exportateur mondial, ne produit plus depuis un an qu'un peu plus de 2 millions de b/j, soit un recul de 25% de sa production normale.

IRAK

Plus de 150 rebelles kurdes tués dans des raids

Plus de 150 rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués dans des raids aériens menés jeudi et vendredi dans le nord de l'Irak, a annoncé hier l'armée turque.

«Selon les premières estimations, cette opération a permis de neutraliser plus de 150 terroristes», souligne un communiqué publié sur le site internet de l'état-major des armées. Le document souligne que des commandants du PKK pourraient figurer parmi les personnes tuées et que l'offensive aérienne turque a provoqué un «grand mouvement de panique parmi les membres» du PKK. Un total de 43 objectifs, comprenant des abris et un centre de communication du PKK, ont été détruits par les bombardements menés dans la région montagneuse de Qandil, qui ont débuté jeudi en fin de soirée et se sont poursuivis pendant la nuit de jeudi à vendredi, avait précisé vendredi soir un précédent communiqué de l'armée.

La région des monts Qandil est une zone difficile d'accès située aux confins de l'Irak, de l'Iran et de la Turquie. Elle sert de repaire aux rebelles séparatistes kurdes.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne, se bat depuis 1984 pour l'autonomie du sud-est de la Turquie, peuplé en majorité de Kurdes. Le conflit a fait plus de 37 000 morts.

Depuis décembre, l'armée turque a bombardé douze fois les positions du PKK dans le nord de l'Irak.

Elle a effectué des raids aériens ainsi qu'une opération terrestre d'une semaine en février dans cette région où sont retranchés, selon Ankara, plus de 2 000 rebelles kurdes. Le gouvernement turc dispose d'une autorisation d'un an du Parlement, qui expire en octobre, pour mener des opérations militaires transfrontalières contre le PKK.

Depuis le début des actions d'Ankara contre le PKK en Irak, les Etats-Unis, allié de la Turquie au sein de l'Otan, l'assistent en lui fournissant en temps réel des informations sur les mouvements des rebelles kurdes en territoire irakien.

La Maison Blanche a approuvé vendredi le nouveau raid turc. «Il y a des opérations en cours contre le PKK, une organisation terroriste. Les Etats-Unis, l'Irak et la Turquie sont tous trois engagés pour s'occuper de ce problème», a déclaré un porte-parole de la Maison Blanche, Gordon Johndroe.

YÉMEN

15 tués dans des combats entre forces gouvernementales et rebelles

Des accrochages entre l'armée yéménite et les rebelles de la minorité chiite dans la province de Saada (nord-ouest) ont fait hier dix tués, portant à 15 le nombre des morts depuis vendredi soir, a-t-on appris de sources tribales.

Ces accrochages, survenus dans le district de Mounabah (bien Mounabah), au nord-ouest de Saada, chef-lieu du fief de la rébellion chiite zaïdite, font suite à un attentat à l'entrée d'une mosquée à Saada vendredi, dans lequel 18 personnes ont péri.

Les combats ont opposé hier en milieu de journée les forces armées, soutenues par des membres de tribus, à des rebelles zaïdites, a indiqué à l'AFP une source tribale, faisant état d'un bilan de dix tués, dont un militaire.

Six membres de tribus et trois rebelles figurent parmi les tués, a-t-on ajouté de même source. Dans le même district de Mounabah, trois policiers ont été tués et deux autres blessés dans une attaque vendredi soir contre un poste de contrôle tenu par des forces spéciales, a-t-on indiqué peu auparavant de source tribale.

Deux des assaillants sont également morts et quatre ont réussi à s'enfuir, a ajouté cette source qui a requis l'anonymat.

D'autres combats ont éclaté dans la nuit entre des membres des forces de sécurité et des rebelles chiites dans le secteur de Mouran (nord-ouest de Saada) où des insurgés ont tiré des roquettes contre des postes de l'armée, ont indiqué des membres de tribus de cette région.

Vendredi, un attentat à l'entrée d'une mosquée de Saada a fait au moins 18 tués, en majorité des soldats, et 45 blessés. L'armée yéménite l'a imputé à la rébellion chiite active dans cette région. Abdel Malak al-Houti, chef du mouvement chiite zaïdite, a rejeté ces accusations. La rébellion se poursuit dans la zone de Saada, une région montagneuse et pauvre, en dépit des tentatives de médiation du Qatar, et les combats avec les forces gouvernementales ont fait des milliers de morts depuis 2004.

Dirigés à l'origine par Hussein Badreddine al-Houti, tué par l'armée en 2004, les «Jeunes croyants» chiites, également appelés «Houtistes», rejettent le régime du président Ali Abdallah Saleh. Ils appellent au rétablissement de l'imamat zaïdite, renversé par un coup d'Etat militaire en 1962.

Outre un regain des violences entre forces gouvernementales et combattants chiites, le Yémen est la cible régulière d'attentats attribués à ou revendiqués par Al-Qaïda.

ZIMBABWE

Tsvangirai «battra» Mugabe s'il participe au second tour

Le principal parti d'opposition au Zimbabwe, le Mouvement pour le changement démocratique (MDC), a affirmé hier que son leader Morgan Tsvangirai l'emporterait face au chef de l'Etat Robert Mugabe s'il participait à un second tour de l'élection présidentielle.

«Dans l'hypothèse peu probable d'un second tour, le MDC va à nouveau gagner haut la main et avec une marge encore plus grande», a déclaré la vice-présidente du parti, Thokozani Khupe, lors d'une conférence de presse à Harare.

Le parti au pouvoir, l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique (Zanu-PF) «ne peut pas et ne doit pas gagner une élection au Zimbabwe», a-t-elle ajouté.

«La Zanu-PF fait désormais partie de l'Histoire et est renvoyée de manière permanente dans l'opposition», a-t-elle dit.

Tsvangirai a remporté 47,9% des suffrages au premier tour contre 43,2% pour le président Mugabe, selon les résultats annoncés vendredi par la Commission électorale, qui a convoqué un second tour.

Le MDC a immédiatement jugé ces résultats «scandaleux», assurant que Tsvangirai avait obtenu la majorité absolue dès le premier tour. Il n'a pas encore indiqué s'il accepterait de participer au second tour.

«Nous sommes convaincus que ce second tour n'est pas nécessaire étant donné le vote net des Zimbabwéens pour le changement, la dignité et l'emploi», a encore répété Mme Khupe. «Le président Robert Mugabe devrait accepter sa défaite.»

Elle a demandé à la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) «d'aider à vérifier les résultats officiels», estimant que la commission électorale avait «violé les résolutions de la SADC» sur les élections.

La Bolivie sous tension à la veille d'un vote d'autonomie régionale

Un climat de tension régnait hier en Bolivie, à la veille d'un référendum sur l'autonomie de la riche région de Santa Cruz, un vote contesté par le président socialiste Evo Morales, dont les partisans ont juré d'enrayer le scrutin. La province rebelle de l'est, où sont concentrés les principaux gisements de gaz et les grandes exploitations agricoles, invite aujourd'hui ses habitants à se prononcer en faveur d'un statut d'autonomie, afin de gérer ses ressources et créer sa propre police. Une fronde jugée illégale et séparatiste par le gouvernement de M. Morales, premier dirigeant d'origine indigène et admirateur de la révolution cubaine, dont le programme prévoit la redistribution de la manne gazière aux populations pauvres des Andes et la fin des latifundia. «C'est clairement une manifestation pour se diriger vers un Etat indépendant», a estimé jeudi soir le ministre de la présidence Juan Ramon Quintana, bras droit du chef de l'Etat, estimant que la question de la terre était «le problème de fond».

Les autorités ont averti qu'elles ne reconnaîtraient pas le vote, dont l'issue ne fait aucun doute, les sondages accordant plus de 70% de voix en faveur du «oui».

Déclaré anticonstitutionnel par la Cour nationale électorale, le référendum a été validé par son antenne départementale, entrée en dissidence. «Tout est prêt pour le référendum de dimanche», a assuré le président de la cour électorale de Santa Cruz, Mariano Orlando Parada.

Il n'est toutefois pas sûr que les urnes arrivent à bon port auprès des quelque 930 000 électeurs de la région, notamment dans certains bastions de paysans fidèles à M. Morales, comme San Julian ou Cuatro Canadas. «Nous allons organiser des barrages routiers car il n'est pas question de permettre ce référendum», a annoncé Paulino Parapaino, un dirigeant indigène, déplorant que sa communauté n'ait pas été consultée pour la rédaction du statut d'autonomie. «Une urne qui arrive à San Julian, c'est une urne détruite», a averti Ernancio Cortez Mendez, un leader local.

Chef de la «Confédération des colonisateurs de Bolivie», une puissante organisation paysanne, Fidel Surco a prévenu que les organisateurs du référendum porteraient «la responsabilité d'un bain de sang».

Les forces de l'ordre, placées sous le contrôle de l'Etat, n'ont pas prévu d'assurer la sécurité du scrutin, ce qui augmente le risque de violences dans ce pays le plus pauvre d'Amérique du Sud, habitué aux émeutes. L'armée a été envoyée cette semaine auprès de sites gaziers de la région, dont M. Morales a décrété la nationalisation. Durant le référendum, la protection des urnes devait être assurée par des vigiles privés. Santa Cruz, qui détient avec 2,5 millions d'habitants le quart de la population et produit le tiers de la richesse nationale, se défend de vouloir faire sécession.

Le gouverneur de la région, Ruben Costas, a appelé la population à se «mobiliser dans la paix», tentant de tempérer ses précédentes déclarations sur l'avénement d'une «seconde république». L'enjeu du vote est d'importance pour le gouvernement, d'autant que l'exemple de Santa Cruz risque de faire tache d'huile dans trois régions voisines qui ont déjà mis sur les rails un référendum similaire en juin, faisant planer la menace d'une guerre civile.

Cette situation renforce le spectre d'une partition de la Bolivie qui attiserait la fracture ethnique entre les communautés misérables des hauts plateaux andins à l'ouest, et la population d'origine européenne ou métisse des riches plaines orientales.

L'Organisation des Etats américains a tenu une réunion d'urgence vendredi à Washington. «Nous souhaitons la préservation de l'unité nationale, de la démocratie et nous voulons éviter la violence», a plaidé son secrétaire général José Miguel Insulza.